

La ministre rwandaise

Autor(en): **Ballin, Luisa**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **86 (1998)**

Heft 1417

PDF erstellt am: **17.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-284698>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

LA MINISTRE RWANDAISE

La ministre de la Sexe-spécificité, de la Famille et des Affaires sociales du Rwanda était à Genève pour participer à une table ronde qui s'est tenue au Palais des Nations, à l'occasion de la Journée internationale de la Femme. Après avoir remercié la communauté internationale de sa participation à l'effort de reconstruction du Rwanda. Aloysia Inyumba a néanmoins estimé que le génocide aurait pu être évité. «Notre peuple a été tué en présence des Nations Unies. Au Rwanda les traces des pires massacres se trouvent là où les gens étaient venus se mettre sous la protection de l'ONU. La réponse de la communauté internationale? Elle a fait ses bagages et a laissé mourir les gens», a-t-elle affirmé.

Pour la jeune ministre, «le vent du changement souffle sur l'Afrique depuis l'arrivée d'une nouvelle génération de dirigeants qui ne veulent plus faire la guerre, mais qui travaillent à la consolidation de la paix. Afin d'assurer le développement économique et l'éducation des populations. Si l'Afrique a été dirigée par des dictateurs, ce continent a connu une évolution importante: personne n'a plus avantage à faire la guerre». Et Aloysia Inyumba d'inviter les

grandes puissances à prendre acte des changements survenus sur ce continent «au potentiel énorme» et à reconnaître les erreurs du passé.

La conditions des femmes et des enfants au Rwanda? La ministre de la Sexe-spécificité, de la Famille et des Affaires sociales rappelle que la population est encore traumatisée par le génocide qui a brisé la société rwandaise. «La situation est meilleure aujourd'hui si on la compare à ce qu'elle était il y a trois ans. Les femmes, qui tentent de se reprendre du choc qu'elles ont subi, s'organisent peu à peu. Elles prennent soin des orphelins, leur problème principal? Une grande partie d'entre elles ont été abusées sexuellement. Elles ont perdu leurs maris, leurs fils, frères, pères et leurs biens. Leurs maisons ont été détruites». Lorsqu'on évoque le douloureux problème des enfants de la rue, Aloysia Inyumba rappelle que l'actuel gouvernement en place à Kigali alloue le 5% de son budget à un fonds pour leur venir en aide et que tous les Rwandais, sur une base de contribution volontaire devront faire un effort dans ce sens. «Les agences onusiennes tentent également de faire quelque chose, mais les destructions

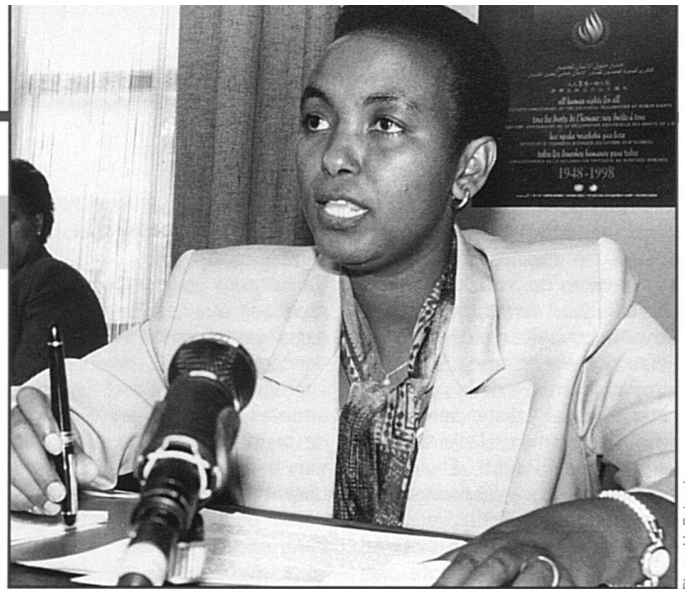


Photo H. Salgado

Aloysia Inyumba

ont été si nombreuses, que vous ne pouvez imaginer les efforts qui ont été déployés pour la reconstruction de ce pays», souligne-t-elle. La cohabitation entre Hutus et Tutsis? «Elle est possible! Parce que les Hutus et les Tutsis parlent tous la même langue. Ce sont les politiciens du régime précédent qui ont essayé de les diviser. Les choses sont différentes aujourd'hui, car notre message est clair. Un exemple? Les femmes Hutues et Tutsies travaillent ensemble. Des parlementaires Hutus et Tutsis siègent ensemble au Parlement. Idem pour l'armée. Certes, ce n'est pas facile, mais pour la première fois, nous travaillons tous ensemble pour qu'il n'y ait pas de ségrégation. Car l'ennemi réel du Rwanda n'est pas Tutsi ou Hutu, c'est la pauvreté,

la maladie et le manque d'abris». Le problème des prisons surpeuplées de personnes soupçonnées de crimes de guerre, dont de nombreux adolescents? «Vous devez comprendre qu'il y a eu un génocide qui a fait un million de morts! En prison, il y a environ 100000 personnes. Cela veut dire que beaucoup de ceux qui ont tué ne sont pas en prison. Les adolescents dont vous parlez se trouvent dans le centre d'Itagate, une école pour les réformer, pour les éduquer, pour les réhabiliter et pour que les communautés soient prêtes à les recevoir lorsqu'ils sortiront. Parce que certaines personnes ne les considèrent plus comme des enfants, mais comme des meurtriers», conclut la jeune ministre.

Luisa Ballin.



Photo H. Salgado

Esperanza Duran

UNE FEMME POUR LE COMMERCE INTERNATIONAL

Esperanza Duran dirige l'Agence de Coopération et d'information pour le commerce international (ACICI) créée en février à Genève, grâce aux fonds de la Confédération. D'origine mexicaine, cette économiste a notamment fait ses classes à Oxford, a collaboré à la Banque mondiale et au Fonds Monétaire international (FMI), avant de travailler au Rwanda pendant deux ans. Entretien.

F.S: Quels sont les buts de l'ACICI?

Esperanza Duran: L'Agence de Coopération et d'information pour le commerce international vise à aider les pays les moins favorisés (PMF) à tirer profit du système commercial multilaté-

ral par le biais d'une participation plus active aux travaux et aux négociations de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) et celles des autres organisations internationales liées au commerce, basées à Genève.

Q: Concrètement, que proposez-vous aux diplomates des missions des pays en voie de développement et à ceux dont les économies sont en transition?

E.D.: L'ACICI entend être un catalyseur qui peut leur fournir des informations, des documents de synthèse ou une offre en matière de formation. Les diplomates des pays les moins favorisés manquent souvent de res-

sources et de personnel, ce qui fait qu'un diplomate doit suivre à la fois la Commission des droits de l'homme, la Conférence du désarmement ou les négociations de l'Organisation mondiale du commerce. Chaque pays a ses propres caractéristiques et donc ses propres nécessités. A ce propos, l'ACICI peut contracter des experts et autres consultants pour proposer à ces pays un service personnalisé.

Q: Quel est votre budget de départ?

E.D.: Environ 200000 francs pour les six premiers mois. Ce budget peut être revu à la hausse en fonction de la demande des pays concernés.